



**Les Verts | Alliance Libre Européenne**  
au Parlement Européen

## **«LA STRATÉGIE DES VERTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR L'EUROPE»**

préparée par Angelika Beer

adoptée par le groupe des Verts / Alliance libre européenne

15 janvier 2008

## **Vers une armée européenne? Contrer la militarisation grâce à la prévention des conflits, au désarmement et à l'harmonisation.**

Le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'UE a suscité la controverse quant au développement futur de la politique européenne de sécurité. Les responsables sociaux-démocrates et conservateurs allemands, et même le Premier ministre belge, appellent ouvertement à la création d'une armée européenne. L'objectif à long terme d'une armée européenne commune est actuellement au centre d'un débat afin de ne négliger aucune question cruciale: quel rôle doivent jouer la prévention des conflits et le militaire dans la stratégie européenne de sécurité? Cette pomme de discorde est négligée afin de rallier furtivement une majorité à la militarisation de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Cela s'accompagne d'un désaccord sur l'autorité chargée de définir le «concept plus large de la sécurité» ou la «sécurité humaine» réclamés par tous les camps politiques.

Les Verts estiment que tout ne s'est pas passé comme prévu, et cela pour trois raisons. Premièrement, le concept de «sécurité humaine» a été tellement étendu qu'il légitime le déploiement de forces armées pour sécuriser l'approvisionnement en carburants fossiles, par exemple. Deuxièmement, à la suite de cette militarisation de la «sécurité humaine» - critiquée à raison, des sections importantes du mouvement pour la paix rejettent désormais leur propre concept et s'occupent exclusivement d'instruments civils. Troisièmement, nous nous écartons de la nécessité d'examiner comment gagner plus de sécurité avec moins d'implication militaire, par le biais de l'harmonisation contrôlée des forces armées européennes. Les Verts s'opposent à l'effort de militarisation grâce au renforcement des instruments civils de la PESD, au désarmement et à l'harmonisation des forces armées en Europe.

Les Verts abordent ces défis en appliquant le concept original de «sécurité humaine». Celui-ci nous permet de dégager des conditions claires offrant le choix entre des capacités civiles, militaires ou mixtes en fonction du problème en jeu.

### **A. Menaces, risques et défis**

La stratégie européenne de sécurité (SES) proposée par Javier Solana en 2003 a constitué la première approche stratégique globale de l'UE en vue de traiter des menaces et risques contemporains.

La SES fournit une analyse précise de certaines des menaces contemporaines clés: en dehors du terrorisme, des conflits régionaux, des États en déliquescence et de la criminalité organisée, elle met l'accent sur la prolifération des armes de destruction massive et les risques d'acquisition par certains pays d'armes nucléaires, qui constituent des menaces fondamentales à la sécurité européenne et mondiale.

Toutefois, l'approche adoptée par la SES ne va pas assez loin. Un concept de la sécurité étroit, militaire et axé sur l'État résultera en un problème majeur car des domaines seront négligés, comme la violation des droits de l'homme (notamment la politique sociale équitable), la répartition inéquitable des ressources, la pollution et le changement climatique.

### **La «sécurité humaine»: un contenu, pas un concept**



La prévention des conflits ne sera efficace que si ces menaces «non conventionnelles» sont également perçues comme des risques pour la sécurité et qu'elles sont sérieusement prises en compte en tant que telles. Les menaces non militaires ont été reconnues comme cruciales pour la sécurité nationale. Une stratégie de sécurité pour le XXI<sup>e</sup> siècle doit faire de la «sécurité humaine» – la protection des êtres humains, pas de l'État, contre les menaces – son point de référence clé pour la politique de sécurité, conformément à la résolution 60/1 (2005) de l'Assemblée générale des Nations unies. Des appels répétés à cette sécurité humaine ont été formulés dans les publications, depuis le rapport des Nations unies sur le développement humain de 1994 jusqu'à l'étude de 2004 intitulée «Une doctrine de sécurité humaine pour l'Europe» commandée par Javier Solana lui-même. En outre, le seul moyen pour une stratégie de sécurité de pouvoir lutter efficacement contre les menaces «traditionnelles», comme les guerres entre nations, est d'également prendre en compte les causes sous-jacentes, dans les domaines comme l'environnement ou les droits de l'homme, dans la doctrine de la politique de sécurité. Pour éliminer ces causes sous-jacentes, les objectifs suivants doivent être poursuivis:

- le respect des droits de l'homme: les violations graves des droits de l'homme - touchant en particulier les femmes à l'échelle mondiale – menacent la sécurité physique des individus, entravent le développement social et détruisent les structures de la société civile. Cela peut amener à des guerres civiles ou à des guerres entre nations;
- la justice sociale: la mondialisation doit être forgée en arrivant à un équilibre entre les marchés financiers et la justice sociale;
- la répartition équitable des ressources naturelles et l'accès équitable à celles-ci: les problèmes causés par la répartition inéquitable des ressources peuvent être constatés dans de nombreux domaines politiques. Les conflits liés à la distribution de l'eau, aux sources énergétiques et autres menacent la stabilité politique de nombreuses régions et du monde entier;
- le commerce équitable et une politique agricole équitable: la politique commerciale et agricole de l'UE devrait être réformée pour assurer des conditions de marché équitables pour les producteurs et les agriculteurs des pays en développement, améliorer les conditions de vie et éliminer les causes de conflit;
- la préservation et la lutte contre le changement climatique: la dégradation de l'environnement aggrave encore ces problèmes. Le changement climatique mondial menace d'avoir des conséquences catastrophiques pour l'agriculture et l'environnement, et donc de provoquer des mouvements de réfugiés ayant un effet déstabilisateur;
- la lutte contre les causes de la fuite: les politiques européennes actuelles en matière de commerce extérieur, d'agriculture et de pêche privent des millions de personnes dans les pays en développement des bases de leur existence et les conduisent à migrer. Les flux de réfugiés déstabilisent principalement les régions les plus pauvres du monde. La réduction de la pauvreté, les programmes de santé et un commerce mondial équitable sont essentiels pour lutter contre ces causes.

Nous, les Verts, plaidons dès lors pour une politique européenne de la paix répondant aux questions de la répartition équitable des ressources et à l'accès équitable à celles-ci au niveau mondial. Nous plaidons également pour des efforts urgents de désarmement à l'échelle mondiale – avant tout concernant les armes nucléaires et les autres armes de destruction massive – et plaçons la lutte contre la criminalité organisée en pleine expansion parmi les principales priorités de l'UE.

## **B. Mise en œuvre de la «sécurité humaine»**

Une analyse globale des menaces basée sur le concept de «sécurité humaine» a des conséquences pratiques sur l'orientation stratégique de la politique européenne de sécurité. Cela signifie reconnaître que les menaces et les causes des menaces aux droits de l'homme et à la répartition équitable des ressources sont également des menaces à la sécurité. Nous considérons que la réduction de la résolution des conflits à sa dimension militaire n'est ni juste, ni efficace. C'est pourquoi nous rejetons le livre blanc IES UE. Les problèmes complexes comme la délinquance des États nécessitent d'être traités par une approche transversale et ne peuvent être éliminés par une intervention militaire.

Une politique de paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle ne pourra réussir que s'il existe une coordination systématique et institutionnalisée de la politique étrangère et de sécurité commune/politique européenne de sécurité et de défense (PESC/PESD) et des politiques communautaires en matière d'environnement, d'énergie (dont les énergies renouvelables «durables», à savoir le respect de la biodiversité et l'accès à la nourriture pour les plus pauvres), de développement, de commerce extérieur, d'agriculture, de pêche et de droits de l'homme, ainsi que la lutte contre la criminalité organisée. Notre but est d'arriver à une politique européenne de paix et de sécurité qui met l'action militaire au second plan.

C'est pourquoi la «sécurité humaine» signifie intégrer les éléments fondamentaux des Verts dans les mouvements pour la paix, l'environnement et les relations Nord-Sud ou avec le tiers monde dans la doctrine européenne en matière de politique de sécurité.

### **B.1. Engagements à l'égard des droits de l'homme**

Une politique européenne de sécurité doit également toujours traiter des droits de l'homme. Ceux-ci sont universels. Les opérations de maintien et de restauration de la paix, de même que la lutte contre le terrorisme international, ne peuvent porter leurs fruits que si les forces déployées sous le drapeau européen respectent la Charte européenne des droits fondamentaux, la Convention européenne des droits de l'homme et le droit humanitaire international dans l'absolu.

La responsabilité de protéger la population des génocides, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et de l'épuration ethnique a été reconnue clairement et sans équivoque par les États membres de l'ONU lors du sommet du millénaire de 2005. En premier lieu, cette obligation touche le gouvernement de chaque pays, et en cas de délinquance, la communauté internationale. Elle consiste entre autres à épuiser tous les moyens préventifs avant de déployer l'armée, qui est la dernière étape pour prévenir un génocide, ainsi qu'une responsabilité en matière de paix, de stabilité et de reconstruction après l'intervention.



Les Verts soutiennent les opérations militaires visant à empêcher un génocide sous certaines conditions préalables clairement définies. Déterminer si un génocide est imminent, voire en cours, ne doit pas être paralysé par la diplomatie, comme au Darfour, et le Conseil de sécurité des Nations unies doit procéder à une réforme fondamentale pour surmonter le problème du droit de veto. Toutefois, il est également exact que l'intervention humanitaire ne doit pas être utilisée comme prétexte pour intervenir dans l'ordre intérieur d'un pays. L'intervention humanitaire mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU doit toujours rester la solution ultime de la politique européenne de sécurité.

- Droits fondamentaux non négociables: nous, les Verts, plaidons pour assurer que toutes les opérations de sécurité de l'UE respectent pleinement les droits de l'homme, les droits fondamentaux, le droit humanitaire international et le droit des réfugiés.
- Intervention humanitaire: nous, les Verts, soutenons l'intervention humanitaire mandatée par les Nations unies en dernier recours, sous des conditions clairement établies et avec des objectifs clairement définis.

## **B.2. Accroître la sécurité en passant à des énergies renouvelables**

La politique énergétique des Verts est une politique de paix. En plus de répondre aux inquiétudes liées à la sécurité de l'approvisionnement en énergie, notre stratégie d'éloignement du pétrole et du gaz supprime la cause de nombreux conflits. Notre notion de la «sécurité humaine» rejette vivement le déploiement de forces armées pour protéger les matières premières. Nous rejetons la renaissance de l'énergie nucléaire pour remplacer le pétrole et le gaz – notamment au vu de Tchernobyl. L'énergie nucléaire a toujours eu un double objectif. C'est pourquoi sa promotion doit être retirée des missions de l'AIEA dans le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Après tout, les utilisations civile et militaire sont inséparables. La lutte contre la prolifération ne peut porter ses fruits tant que l'énergie nucléaire sera utilisée – un fait illustré par le différend avec l'Iran concernant le nucléaire. Cela signifie que les sources d'énergie renouvelables ne sont pas seulement nécessaires pour l'environnement, mais qu'elles accroissent aussi la sécurité en ce sens qu'elles traitent des causes des conflits pour les ressources fossiles et que, du point de vue de leurs réseaux décentralisés, présentent moins de possibilités d'attaque, par exemple, par des terroristes. L'investissement dans les sources d'énergie renouvelables revient à investir dans une sécurité et une stabilité accrues, donc dans la paix. Nous allons œuvrer pour assurer que l'UE promouvra et fournira des technologies renouvelables à coût réduit ou nul aux pays en développement.

- Adapter la politique énergétique pour éviter les conflits: nous poursuivons notre objectif de réduction de la dépendance aux combustibles fossiles et plus particulièrement à l'énergie nucléaire, ainsi que d'augmentation de l'utilisation de l'énergie renouvelable durable, qui contribue à prévenir les conflits.

## **B.3. Les politiques environnementale et climatique en tant que politiques de paix**

La politique environnementale est une politique de paix, de même que la politique climatique, qui a une influence sur les mesures de la politique de sécurité. Avec la raréfaction des ressources, il est de notre devoir de les préserver. La pollution et le gaspillage croissants augmentent encore la pénurie de ressources essentielles, et donc le nombre et l'intensité des conflits politiques et sociaux. Des inquiétudes grandissantes quant à l'imminence du pic pétrolier – le point où la moitié de toutes les réserves connues de pétrole aura été consommée, et au-delà duquel l'extraction provoque un déclin inéluctable – viendront s'ajouter à la tension et au conflit potentiel pour l'accès aux combustibles fossiles.

Comme l'a souligné le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, le changement climatique est une des causes sous-jacentes du conflit du Darfour. La pollution environnementale et climatique est également un phénomène transfrontalier. La construction d'une centrale nucléaire près d'une frontière, en particulier, peut être perçue comme un acte hostile par les pays voisins. Le nucléaire est une source d'énergie inacceptable. Il faut diminuer la consommation de pétrole, de charbon et de gaz. Les énergies pétrolière, gazière et nucléaire sont inacceptables, surtout d'un point de vue environnemental.

La politique climatique est une politique de paix, étant donné que le changement climatique rapide causé par l'activité humaine résulte en la disparition soudaine des ressources. Les champs s'assèchent ou sont inondés, l'eau potable se fait de plus en plus rare, des régions entières deviennent inhabitables, ce qui provoque des flux migratoires pouvant déstabiliser des pays et des régions individuellement.

- Politique environnementale: nous œuvrons pour assurer que la politique environnementale continue de jouer un rôle primordial dans les mesures prises au titre de la politique étrangère et de sécurité.
- Politique climatique: nous œuvrons pour assurer que la politique environnementale est prise en compte dans les analyses, la planification et les mesures de la politique de sécurité.

#### **B.4. L'élargissement en tant que projet de paix**

La perspective de l'adhésion, dont profite actuellement les pays des Balkans occidentaux et la Turquie, est un des instruments les plus importants de la politique de sécurité dont dispose l'Europe. La perspective de rejoindre l'UE donne à nos voisins un encouragement unique en vue de la démocratisation et de la modernisation. Toutefois, cela ne se concrétisera que si l'UE défend ses valeurs fondamentales en étant sûre d'elle et si elle est crédible dans sa stratégie de négociation.

La situation dans les Balkans est un exemple particulièrement éclatant de la manière dont la perspective de l'adhésion et la vision d'un avenir européen commun a donné le courage d'entreprendre des réformes à ces pays ravagés par la guerre civile et l'instabilité politique. En continuant d'offrir cette perspective d'adhésion d'une part, et en renforçant sa politique de voisinage d'autre part, tout en reconnaissant les différences culturelles comme un atout, l'UE peut donner un élan décisif à la démocratie et aux droits de l'homme en Europe de l'Est et en Asie centrale, en particulier. Nous ne cautionnons pas la remise en cause des promesses d'adhésion future à l'UE qui ont déjà été faites, car cela signifierait renoncer sans



bonne raison à un des principaux instruments pour l'Europe en tant que projet de paix.

- Contre la «troisième voie»: les Verts soutiennent les promesses de l'Europe et s'opposent fermement à une «troisième voie» entre la politique de voisinage et l'adhésion, qui remettrait ces promesses en cause.
- Promotion de la démocratie: conscients du fait que les valeurs et les traditions culturelles différentes des nôtres sont un héritage commun à sauvegarder, nous plaidons pour une politique européenne de voisinage et une politique extérieure dont l'objectif suprême est la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, en particulier en Europe de l'Est, en Asie centrale, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

### **B.5. Le désarmement – la solution à la paix**

La menace de la prolifération des armes de destruction massive est plus vive que jamais. L'échec des initiatives de désarmement lors du sommet du millénaire de l'ONU, la conférence de révision du TNP et la politique des deux poids, deux mesures, pratiquée à l'encontre des pays comme l'Iran et l'Inde ont accru l'attrait des armes nucléaires, en particulier pour les nouveaux pays industrialisés. Nous nous opposons à la doctrine américaine des frappes préventives et privilégions le renforcement des organisations et accords internationaux. Cela inclut la fourniture de garanties de sécurité. L'Europe peut montrer l'exemple en devenant une zone exempte d'armes nucléaires et en commençant à réduire les dépenses militaires. Notre objectif demeure l'élimination totale des armes de destruction massive.

Comme l'a souligné Kofi Annan lui-même, avec une passion jamais vue chez un secrétaire général, l'échec des initiatives de désarmement de 2005 au sommet du millénaire de l'ONU et de la conférence de révision du TNP est une honte. L'application de deux poids, deux mesures et une politique d'exception menacent la viabilité future du régime de non-prolifération.

Les mines, les bombes à sous-munitions et les armes de petit calibre sont les «armes quotidiennes de destruction massive». Même après la fin des guerres, elles restent dangereuses pour la population civile, étant donné qu'elles entravent non seulement le développement social et économique, mais qu'elles empêchent aussi toute vie sociale exempte de violence.

Dans le monde entier, les exportations d'armes ont augmenté de 50 % entre 2003 et 2007. Nous souhaitons endiguer la production d'armes et les exportations internationales d'armes, et notamment le commerce des armes de petit calibre. Dès lors, nous plaidons pour des règles européennes contraignantes visant à empêcher la fourniture d'armes aux régions en crise, et pour un accord international interdisant et sanctionnant les exportations d'armes – en particulier de petit calibre – vers les pays en crise et en développement.

- Désarmement nucléaire: les Verts appellent à l'élimination de toutes les armes nucléaires tactiques américaines en Europe pour montrer que l'UE respecte les articles 1<sup>er</sup> et 2 du TNP, en vue de raviver le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Notre objectif est de faire de l'Europe une zone

dénucléarisée. À cette fin également, nous reconnaissons qu'il incombe largement à l'UE de mettre la pression pour parvenir à un désarmement nucléaire négocié au Royaume-Uni et en France.

- Interdiction internationale: nous appuyons l'initiative norvégienne qui veut imposer une interdiction internationale sur les bombes à sous munitions et vise dès lors à mettre hors la loi le phosphore blanc, les munitions à l'uranium appauvri et les mines anti-véhicules.
- Enrayer les exportations: nous appelons à ce que le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements devienne dès à présent juridiquement contraignant.
- Défense antimissile: Conscients des défis mondiaux que représentent la sécurité et le désarmement à l'ère de la mondialisation, les Verts sont prêts à soutenir toute initiative visant à empêcher la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, à supprimer les armes nucléaires (grâce à une Convention sur les armes nucléaires, par exemple) et à diminuer et contrôler la quantité d'armes traditionnelles. Nous voulons renforcer la PESC au sein de l'Europe. Cela signifie que nous ne pouvons pas accepter le projet de "bouclier de défense antimissile" que les États-Unis prévoient de mettre en œuvre dans deux de nos États membres. Pour une question de cette importance, les approches et décisions bilatérales sont exclues; elles entraîneraient certainement l'apparition de zones de sécurité inégale au sein de l'Europe, et une nouvelle course aux armements - en particulier dans l'espace - serait inévitable. De plus, elles iraient à l'encontre de la stratégie européenne de sécurité et de la stratégie européenne sur les armes de destruction massive. Par conséquent, nous nous opposons également à ce qu'un tel système de protection soit mis en œuvre en coopération avec, ou par, l'OTAN et/ou la Russie.

## **B.6. Préséance des instruments civils et nécessité d'une politique étrangère intégrée**

L'UE devrait éviter le «choc des civilisations» et instaurer un dialogue avec d'autres cultures sur la base de l'identité propre de l'Europe. L'UE doit dès lors reconnaître sa propre histoire, sa propre culture, ainsi que son héritage scientifique, politique et culturel afin de permettre une compréhension commune, un dialogue et des confrontations pertinentes.

Les instruments de politique étrangère non militaire doivent être le fondement de l'Europe en tant que puissance civile. La prévention des conflits, la réconciliation et l'intervention civile en cas de crises n'ont pas évolué au même rythme que les développements militaires. Le test pour l'Europe en tant que puissance civile sera de savoir quel montant et combien d'agents et de structures elle fournit pour les instruments civils de gestion des conflits.

La résolution pacifique des conflits reste trop souvent entravée par les actions d'États membres individuels. Une véritable politique étrangère et de sécurité européenne souffre souvent d'approches unilatérales et bilatérales. De même, les considérations à court terme ont souvent la priorité sur les approches à long terme qui garantiraient la viabilité et la résolution des conflits. Trop souvent les moyens



d'influencer les conflits ne sont pas complètement épuisés avant le recours à la force militaire.

- Une seule politique étrangère et de sécurité commune: les institutions européennes et surtout les États membres doivent revoir de manière critique et éventuellement changer leurs politiques et leur impact sur les conflits avant de décider d'interventions militaires.
- Prévention civile des conflits: les Verts plaident pour le renforcement des capacités civiles de l'Europe afin de lui permettre de devenir une puissance civile. Nous appuyons vivement la création du corps civil européen de paix, la mise en œuvre d'un partenariat pour l'établissement de la paix et la création d'un système européen de protection civile.

### **B.7. Harmonisation – la réponse des Verts à la militarisation**

Nous avons besoin d'un livre blanc européen qui définisse clairement des scénarios opérationnels et qui fixe des limites claires pour les opérations militaires. Les Verts rejettent la «proposition de livre blanc» de l'IES UE (Institut d'études de sécurité de l'UE) en raison de sa perspective unidimensionnelle. Les forces armées ne peuvent se substituer à la politique. Il ne devrait pas y avoir d'opérations militaires afin de sauvegarder les matières premières ou de lutter contre les cultures de drogues et nous rejetons vivement cette approche.

Nous appuyons des opérations militaires préventives comme en Macédoine afin de contenir les conflits. Les opérations militaires d'établissement de la paix en tant qu'instrument de la politique européenne de sécurité doivent reposer sur une base claire dans le droit international. Nous rejetons les frappes militaires préventives. À la lumière de ces éléments, nous soutenons les décisions relatives à la PESD prises aux Conseils européens de Cologne, Helsinki et Feira. Celles-ci portaient notamment sur la participation à l'établissement de forces de stabilisation de l'OTAN et de forces de réaction rapide européennes («groupes de combat») et sur le renforcement de la réserve d'agents de police et d'experts dans l'État de droit.

Nous soutenons l'harmonisation des capacités militaires nationales au niveau européen, ce qui permet de nous concentrer sur les capacités nécessaires et de répartir le travail – à l'inverse de la pratique actuelle, qui veut que chaque partie estime qu'elle doit être capable de tout faire. Par harmonisation, nous entendons que les capacités nationales doivent pouvoir interagir totalement dans les missions multinationales européennes et que nous devons abandonner l'idée que chaque État membre de l'UE doit disposer de forces terrestres, marines et aériennes. Une union politique comme l'UE devrait disposer de suffisamment de solidarité pour contrer d'une seule voix toute menace militaire extérieure. C'est pourquoi l'harmonisation signifie une réduction considérable de toutes les forces armées en raison de la répartition du travail, de la concentration des compétences clés par chaque État membre et de la réduction des dépenses militaires. Toutefois, l'harmonisation ne peut signifier que les unités militaires relativement modestes ne soient pas bien entraînées, éduquées et équipées pour être capables de mener des missions de stabilisation et d'établissement de la paix. L'harmonisation européenne est la solution pour contrer la militarisation et pourrait être la condition préalable à une future armée européenne.

En outre, nous appelons à ce que le développement de capacités et organes européens soit sujet à une transparence accrue et à un contrôle parlementaire renforcé, étant donné que c'est la seule manière de donner une légitimité démocratique à ce développement. Les futures opérations de la PESD, qu'elles consistent en une stabilisation ou une réaction rapide, doivent être cohérentes et soumises au contrôle parlementaire aux niveaux national et européen.

Au vu de ce qui précède, la juxtaposition de 27 marchés d'armes nationaux doit également appartenir au passé. En étendant les règles du marché intérieur au secteur de l'armement, nous pouvons réduire la production d'armes et les budgets militaires, mettre en place la transparence et économiser l'argent du contribuable. Ces demandes correspondent à notre appel à l'abolition du traité Euratom.

- Contrôle parlementaire: nous, les Verts, plaidons résolument pour le contrôle parlementaire efficace de toutes les opérations militaires de l'UE. Tant que cela n'est pas garanti au niveau européen, les droits des parlements nationaux doivent être assurés et renforcés dans tous les cas. La procédure de codécision, que nous sommes parvenus à imposer pour la première fois avec l'«instrument de stabilité», est encore plus importante dans le cas d'Euratom et du militaire.
- Une PESD civile forte: nous plaidons pour une équipe d'agents de police et d'experts dans l'État de droit au sein de la PESD qui soit au moins aussi importante que la composante militaire.
- Harmonisation – ouvrir la voie: nous sommes pour le renforcement et la réorganisation de la PESD afin de créer une capacité européenne de sécurité plus efficace et de réduire en même temps les dépenses militaires et en vue de rendre possible le développement des forces européennes intégrées à long terme.
- Marché des armes transparent: les Verts soutiennent l'extension des règles du marché intérieur aux secteurs nationaux de la défense afin d'arriver à une transparence totale, d'optimiser les coûts et d'orienter les marchés uniquement sur les exigences de la PESD.

## Conclusion

Les Verts se sentent responsables de la prévention des conflits et du désarmement. Ce n'est que lorsque la politique européenne de sécurité traitera des causes des conflits et considérera les questions de sécurité comme des tâches transversales dans tous les domaines politiques qu'une contribution pourra être apportée en vue de la stabilité et de la paix durable dans le monde. La politique étrangère et de sécurité écologique moderne comprend une stratégie de sécurité globale, intégrant les conflits pour la répartition des ressources, les manquements en matière de droits de l'homme et de démocratie, le commerce équitable, les problèmes environnementaux et le changement climatique, ainsi que le débat sur l'approvisionnement énergétique.

